

DÉCEMBRE 2013 - N°10 - LE JOURNAL QUI LUTTE CONTRE LA PAIX SOCIALE

# ESQUIVE



Esquive aime bien l'histoire. Elle y puise de l'inspiration. Elle y trouve un peu de baume contre le fatalisme en se souvenant de la détermination et du courage des révoltés du passé. À la mémoire officielle et bien pensante des vainqueurs, elle oppose le souvenir de celles et ceux qui ont osé défier l'ordre établi. Ceux qu'on enterre deux fois en les reléguant dans les poubelles humiliantes de l'Histoire après les avoir assassinés, comme Skander Vogt. En les oubliant avec soin, comme les grévistes de 1898. En faisant d'eux des dégénérés, comme Luccheni. Ignorés, ces opprimés ont aussi en commun d'avoir eu affaire à la maison poulaga. Esquive en parle beaucoup, des cognes. Et ça a peu de chance de s'arrêter, dans une Genève qui se peint en bleu.

Une République policière. C'est un peu le constat que tire Esquive de l'histoire locale récente. Face à l'inexistence de mouvements sociaux, à la vacuité des discours gauchistes, aux situations toujours plus précaires de ceux dont il est toujours facile de faire des boucs émissaires, la flicaille genevoise ne connaît pas de crise.

Considérer uniquement la police comme le bras armé de l'État est illusoire et dangereux. Comme une mafia, elle étend ses tentacules dans le canton. Mais nul besoin pour elle d'être insidieuse. Avec la bénédiction et le soutien des médias, des partis politiques et de la justice, elle a aujourd'hui le principal syndicat combatif, le seul en tout cas à pouvoir imposer ses revendications.

La flicaille a également le deuxième parti au Grand Conseil genevois, transformé en un grand poulailler où les coqs du MCG se pavent en revendiquant fièrement leur képi. Et depuis quelques années, la police est devenue l'un des principaux rédacteurs de la presse cantonale qui reprend tels quels ses communiqués, jours après jours. Décomplexée et plus forte que jamais, elle s'est imposée comme la seule réponse aux soi-disant problèmes de sécurité, qu'elle crée et entretient.

Alors Esquive fait le dos rond, puisque les jours meilleurs, sans parler du Grand Soir, semblent s'être évanouis de l'horizon. Mais elle continuera ses parades, en gardant à l'esprit qu'après l'esquive vient la riposte.

# DUMPING SALARIAL ET GRÈVE À L'AÉROPORT DE GENÈVE

Le 19 décembre, cela fera 95 jours qu'une vingtaine d'employés de Gate Gourmet sont en grève à l'aéroport de Genève. 95 jours que la direction refuse d'entrer en négociation avec les grévistes. 95 jours que des travailleuses et travailleurs se rencontrent, se connaissent mieux et luttent ensemble.

Cet été, la direction de cette entreprise de préparation de plateaux-repas pour les compagnies aériennes envoie à ses employés une lettre de licenciement accompagnée d'un nouveau contrat aux conditions revues à la baisse. Le 14 septembre une vingtaine de travailleurs et travailleuses se mettent en grève après avoir signé le nouveau contrat et revendiquent leur réengagement aux dispositions antérieures.

Esquive est allée à la rencontre des grévistes et leur ras-le-bol semble être bien plus profond. Shirley, une gréviste de Gate Gourmet raconte: «On se faisait insulter par les cadres. À son arrivée, le n°2 de la boîte nous a dit qu'il faisait caca comme tout le monde, qu'on devait l'appeler Greg et le tutoyer. Il a même traité une auxiliaire de salope parce qu'elle n'est pas venue. Quand on était là-dedans, on était que des numéros. Quand on disait [qu'on se faisait humilier] au directeur, il soutenait [les cadres]. C'est des SS. Ils adorent fouetter

les gens.» Manuela renchérit: «Les chefs venaient vers nous une demi-heure avant la fin de la journée et nous disaient de rester une ou deux heures de plus sans nous demander notre avis. Et quand on refusait, le lendemain, ils nous boudaient.»

## «On a passé une porte, ils nous ont licenciés»

Le 28 septembre, des grévistes et des personnes solidaires s'introduisent dans les locaux de l'entreprise pour rencontrer la direction. «On est rentré en gueulant, on a passé une porte et ils nous ont licenciés pour émeute. Ils vont se faire ridiculiser aux prud'hommes.», raconte Dominique, délégué syndical viré pour la deuxième fois à la suite de cette action, avec cinq de ses collègues. «Seul le Grand Conseil pourrait débloquer la situation et obliger les employeurs à négocier.» Les élections de cet automne ont amené Pierre Maudet, en charge du Département de la sécurité, à s'occuper de l'aéroport. Fidèle à sa répu-

tation, il risque de ne pas laisser traîner l'affaire. Ce qui n'est pas forcément à l'avantage des grévistes.

## «On est une bonne équipe et ça nous pousse à continuer»

Cette grève aurait pu être victorieuse depuis longtemps si elle avait été suivie par plus qu'une vingtaine d'employés. «Les autres employés disent qu'ils ont peur, qu'ils ont une famille, des enfants et des dettes. Comme si on n'était pas dans la même situation qu'eux», explique Edith. «Pourtant, si on obtient quelque chose, ce sera pour tout le monde.» Mais l'important n'est pas là. Car comme le dit Shirley: «Dedans, on était comme des prisonniers. On bossait, donc on était crevé. Alors que là, j'ai rencontré des gens très intéressants, sensibles à notre cause. S'il y a d'autres grèves ailleurs, on ira y participer. On est une bonne équipe et ça nous pousse à continuer.»



**Les grévistes sont toujours en lutte. Vous pouvez aller les voir tous les jours sauf le dimanche de 10h à 16h au 1 Route de l'Aéroport devant les locaux de Gate Gourmet.**

# «UNE INCLUSION SOCIALE RENTABLE»

«Plus que jamais, notre investissement en matière d'emploi et d'inclusion sociale doit être le plus rentable possible.» — Koos Richelle, directeur général de Progress, programme de l'UE pour l'emploi et la solidarité sociale 2007-2013.

Fin 2013, où que l'on soit, il est de plus en plus difficile de s'en sortir. Le manque de travail, le coût de la vie et les exigences de survie (avoir un logement et à manger) poussent les gens à accepter tout ce qui peut leur tomber dessus. Il devient quasiment impossible d'exiger des conditions de travail décentes. Parce que si tu perds ton emploi, t'en retrouveras sûrement pas d'autre. Et les pressions du patron deviennent celles de l'État par le biais du chômage.

On veut nous faire croire que le chômage et l'emploi sont les priorités de tous les États. Qu'ensemble, on pourra se sortir de la crise. Qu'il suffit de quelques petits sacrifices, que tout le monde y mette un peu du sien. Mais qui se sacrifie? Sûrement pas le directeur en chef de Progress et encore moins la bande de dirigeants qui nous tirent de plus en plus vers le bas, la dépression et l'oubli de nous-même. Et surtout, si l'État est prêt à mettre tant d'énergie afin de diminuer le taux de chômage, c'est bien qu'il coûte trop cher! Au final, le chômage est une façon de garder au chaud des potentiels travailleurs, futurs maillons de la chaîne à qui on fera faire tout et n'importe quoi. Car une fois que les allocations chômage sont terminées, il te reste quoi?

C'est dans ce contexte qu'on a pu voir des chômeurs, comme à Partage, obligés d'accomplir les mêmes tâches qu'un employé de la voirie pour un salaire deux fois moins grand. Ou encore en Allemagne, où des chômeurs en fin de droit doivent accepter des « 1 eurojob », travail d'intérêt général payés à 1 euro de l'heure, sous peine de ne plus recevoir d'aides sociales. « La solidarité collective doit avant tout s'appuyer sur la responsa-



bilité individuelle. » Voilà comment des politiciens n'étant pas touchés par la précarité ordonnent au petit peuple de se serrer encore plus la ceinture, ou plutôt de s'étouffer, afin que les riches ne perdent pas leurs privilèges.

Que serons-nous encore prêts à accepter? Combien de temps encore va-t-on croire que les préoccupations premières des innombrables têtes de cons qui nous dirigent sont le bien être et la prospérité du peuple? Allons-nous longtemps nous laisser exploiter sans rien dire? À quoi ça rime de passer sa putain de vie à travailler ou à chercher un travail quand il est évident que notre force est sucée jusqu'à la moelle? Que notre existence est réduite à l'état de produit afin de servir aux mieux les frivolités des riches patrons ou des dirigeants.

Le contexte actuel nous isole de plus en plus. On a perdu notre force d'organisation collective, de création de nos propres moyens de subsistance et de solidarité. Il est grand temps de commencer à remettre en question un système qui nous traite comme de la merde, de se réapproprié notre quotidien et nos armes.



LE BÉBÉ, L'EAU DU BAIN ET LES PROFITEURS DE LA SOLIDARITÉ

# À QUI PROFITENT LES EMPLOIS DE SOLIDARITÉ?

Avec la grève à Partage, l'économie sociale et solidaire est sous les feux des projecteurs à Genève.

Accusées de dumping salarial par le syndicat SIT (voir ci-contre), les associations au bénéfice d'emplois de solidarité (EDS) tentent de faire passer Partage pour le mouton noir du secteur, ses employés grévistes et le syndicat qui les soutient pour des irresponsables.

De Nicolas Walder, maire écolo de Carouge et directeur de Genève Roule, jusqu'à une déclaration commune de 35 associations, le mot d'ordre lancinant de l'« économie solidaire » était de sauver le « bébé » (les EDS) en même temps que l'« eau du bain » (les aides publiques à la réinsertion). Mais pourquoi vouloir à tout prix sauver cette mesure qui sanctifie une nouvelle forme d'exploitation?

La liste des entités bénéficiant d'emplois de solidarité mêle des institutions caritatives historiques aux domaines d'interventions larges - Caritas, le CSP, etc. - à des associations plus récentes et aux visées bien plus limitées - Genève Roule, Caddie Service, Bienvenue! ou ZIProMobilité. Le discours altruiste de façade porté par toutes ces associations est à sens unique: les EDS, c'est bon pour les chômeurs en fin de droit parce que ces emplois précaires sont des vecteurs de (ré-)insertion. Ce sont surtout des emplois dans lesquels beaucoup restent coincés depuis 5 ans et où le taux de réinsertion ne dépasse pas les 10%. Le rôle qu'ont ces emplois précaires subventionnés dans la carrière des gestionnaires de ces structures n'est cependant jamais évoqué. Car si celles-ci se targuent d'être à but non-lucratif, elles n'en brassent pas moins beaucoup d'argent qui finit peu dans les poches des employés de solidarité. Par exemple, Caddie Service - qui fait pédaler par tous les temps ces collaborateurs pour rapatrier des biens de supermarchés à domicile - fonctionne sur les subventions que lui accordent les communes et les centres commerciaux mais surtout sur le budget du social de l'État. Une part importante de cet argent sert à payer plusieurs collaborateurs de l'entreprise Mobilidée qui gère ces associations, dont le Vert Jérôme Savary. Mobilidée est le bébé d'un autre écologiste: Antonio Hodgers.

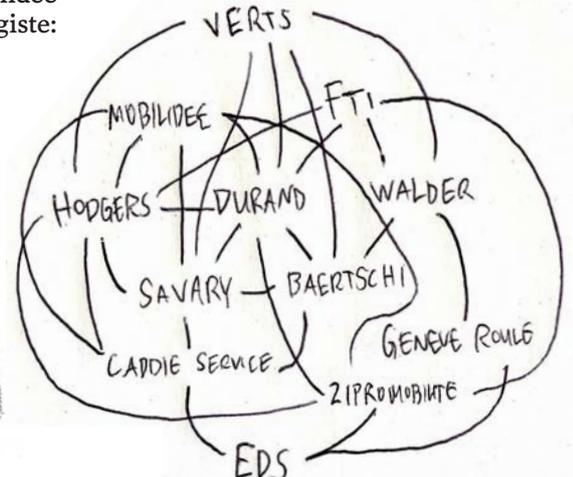
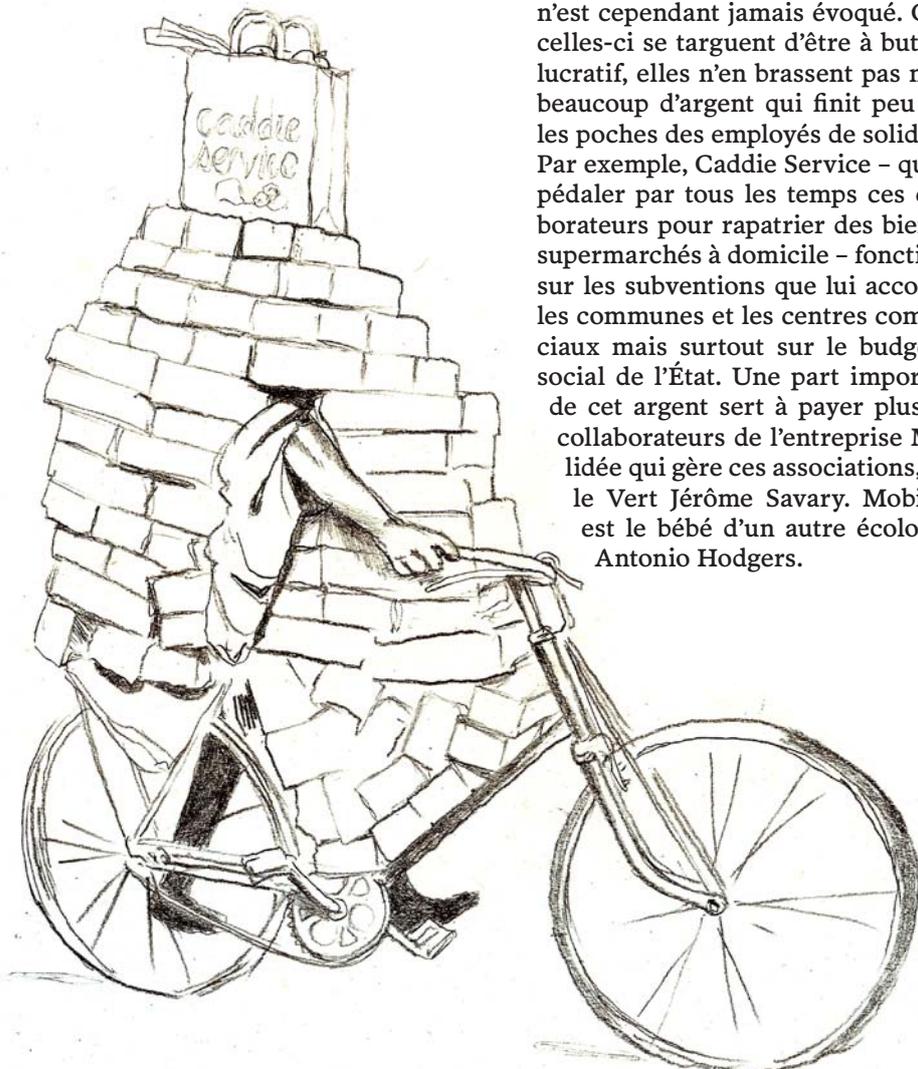
Ces Verts gagnent donc de l'argent en vendant des solutions de mobilité à Rolex ou Firmenich, mais aussi en produisant des associations solidaires, aimants à subventions, dont ils se réservent les bénéfices que rapporte leur mandat de gestion. Les associations Caddie Service, ZIProMobilité - dont fait partie le maire vert de Plan-les-Ouates, Thierry Durand - ou Bienvenue! ne partagent pas que leurs bureaux avec Mobilidée. Elles partagent aussi les revenus de leurs cadres.

## Le rôle de ces emplois précaires dans la carrière des gestionnaires de ces associations n'est jamais évoqué.

Et tout cet argent est dégagé grâce aux salaires subventionnés ridiculement bas des emplois de solidarité.

L'entrepreneuriat solidaire - « à visage humain » - ne réduit pas les différences de classes. Il les exacerbe en les niant. Des entrepreneurs

verts se remplissent les poches tout en déclarant sauver la vie de pauvres gens perdus dans les limbes des fins de droits du chômage. Associé de Mobilidée, Jérôme Savary reprenait récemment à son compte le malheur de ce nouveau type d'esclave en osant déclarer : « Nous vivons au quotidien avec des personnes très fragilisées. On ne sait pas où certaines dorment la nuit. » Antonio Hodgers, interrogé par GHI, demeurait quant à lui beaucoup plus silencieux lorsqu'il s'agissait de dévoiler les revenus que génère son activité de consultant en mobilité. La solidarité, ça paie.



Portrait d'un groupe d'écologistes en mafia.

# UNE CHRONOLOGIE DE LA GRÈVE À PARTAGE

## 22 août 2013

Une vingtaine d'employés de Partage se mettent en grève. Ils dénoncent leurs conditions de travail dégradantes, leurs salaires indignes et la violence de la direction. Assignés à la pénible tâche de la levée des déchets avec des charrettes à vélo, ils ne touchent qu'un salaire de 2'800 francs nets par mois pour un travail à 100%. Ils sont épaulés par le SIT qui dénonce le dumping salarial lié aux EDS.

## 28 août 2013

L'Office cantonal de l'emploi (OCE) accepte de réaliser une enquête sur les conditions de travail chez Partage et à ne plus mettre à disposition des EDS à Partage le temps de l'enquête.

## 18 septembre 2013

Le Département de la solidarité et de l'emploi (DSE), duquel dépendent les EDS, saisit la Chambre des relations collectives de travail (CRCT) pour une "médiation".

## 24 septembre 2013

La conseillère d'État Isabel Rochat, responsable du DSE, se fait huer à son arrivée à une conférence organisée par l'Institut National Genevois.

## 28 septembre 2013

La CRCT refuse d'entrer en matière au sujet de la demande du DSE. Le SIT avait déjà signalé que la grève ne portait pas seulement sur les conditions de travail mais surtout sur la protection de la dignité des travailleurs.

## 3 octobre 2013

Manifestation en soutien aux grévistes jusqu'au Grand conseil, suivie de près par la BRIC (la police politique de Genève). Plusieurs communes rompent les contrats qui les lient à Partage, mais refusent d'embaucher elles-mêmes les EDS.

## 9 octobre 2013 - 50<sup>e</sup> jour de grève

Le MCG dit soutenir la grève à Partage mais vote avec la droite contre l'augmentation de salaire des EDS lors du Conseil municipal de la Ville de Genève.

## 28 octobre 2013

Partage licencie les 17 employés grévistes assignés au cyclotri. Indifférence totale du côté de l'OCE.

## 7 novembre 2013

L'enquête commanditée par l'OCE confirme des graves dysfonctionnements chez Partage, les équipements inadéquats, le mépris de la direction et le désarroi des travailleurs.

## 3 décembre 2013 - Fin de la grève

Le Service des emplois de solidarité rend son rapport. Il juge la gestion de Partage conforme à la convention signée avec l'État. Les système des EDS est blanchi par ceux qui le gèrent. Le mépris institutionnel pour le combat des grévistes est total.

## RÉINSERTION, N.F.

Travailler pour des miettes, se faire insulter par son patron puis mépriser par l'État.

## BRÈVES DE LA TERREUR

### ASSASSINS ÉRIGÉS EN HÉROS

«De véritables héros ordinaires dans une situation extraordinaire.» C'est ce qu'a osé dire un des avocats des assassins de Skander Vogt au sujet des gardiens présents à Bochuz la nuit du drame. Une défense décomplexée pour ces matons qui avaient attendus 40 minutes pour prévenir les urgences après que le détenu avait bouté le feu à son matelas. La porte, elle, n'a été ouverte qu'après 1h 30. Le procès avait lieu durant le mois de novembre suite à la plainte posée par Senda Vogt, qui se bat pour son frère. Le ministère public semble finalement cautionner les agissements des gardiens; il a abandonné l'homicide par négligence comme chef d'inculpation contre les neufs prévenus. Le procureur a seulement requis des peines allant de 20 à 60 jours amendes avec sursis pendant deux ans à l'encontre du surveillant sous-chef et de deux des trois gardiens présents. Rendu du procès le 9 janvier.

### ADMINISTRATIVES OU PÉNALES: BRÛLONS-LES TOUTES

Genève n'est pas candidate pour accueillir les JO. Mais rassurons-nous, l'honneur est sauf: elle est 'naturellement' destinée à combler les besoins de la Suisse romande en matière de détention administrative. Le Grand conseil a accepté de remplacer la prison de Frambois par celle de la Brenaz. Le nombre de places de détention administrative augmente de plus de 100 lits. Ça choque les défenseurs du droit d'asile. Surtout parce que le site comprend deux geôles pour les familles.

À Esquive, ça nous révolte et ça nous donne donne la chair de poule. Bientôt, cette ville sera encore plus cernée de prisons. Pour l'instant la Brenaz compte 68 places et sert à désengorger Champ-Dollon jusqu'à la construction d'une nouvelle prison pénale de 450 places.

## FLICS ASSASSINS À MEYRIN

«L'homme s'est opposé aux agents, qui ont eu recours à la contrainte. L'homme s'est alors "brusquement effondré".» C'est ainsi que le ministère public raconte le décès d'Omar, 37 ans. La chargée des relations médias du ministère public oublie de préciser que l'homme, en bonne santé physique, était plaqué au sol par deux policiers très agressifs lorsqu'il a cessé de respirer. L'un lui appuyait la tête contre le plancher, tandis que l'autre lui appuyait sur le dos. Le ministère public parle aussi d'un «conflit entre une mère et son fils». En vérité l'homme souffrait de schizophrénie et sa mère avait chargé sa sœur d'appeler la police pour qu'elle l'amène à Belle-Idée.

Lorsque sa soeur arrive sur place, les flics lui annoncent le décès d'Omar et prétendent qu'il frappait sa mère quand ils l'ont maîtrisé, ce que la première concernée dément. Il n'avait jamais été violent envers une personne. Les deux femmes sont ensuite emmenées dans deux postes de police différents et interrogées séparément sur le déroulement des faits à plus de deux heures du matin, sous le choc. La police traite les proches de sa victime comme des inculpés. Et le ministère public communique des mensonges sans complexe, ouvrant la voie pour un acquittement. Chose courante quant les assassins sont des fonctionnaires armés.

NOUS VOULONS  
UN AVORTEMENT  
ET GRATUIT SANS  
FRANCHISE

NON À L'INSCRIPTION  
DE DISCRIMINA-  
TIONS  
DANS LES SOINS DE BASE!  
NON À LA TRANSFOR-  
MATION D'UN  
DROIT EN UN  
ACTE IL-  
LÉGITIME!

SEXISTES

MES DAMES  
UNE AUGMEN-  
TATION DE  
SALAIRE POUR  
AVORTEMENT

L'INITIATIVE "LAVORIEMENT  
EST UNE AFFAIRE PRIVÉE" DU  
9 FÉV 2014 PRÉVOIT DE  
LE REMBOURSEMENT DE  
LAVORIEMENT  
CRIT DANS LA LAMAL.

ONS  
BRE

AUREZ-VOUS  
L'INITIATION DE  
POUR PAYER VOTRE  
MEMENT ?

# MAMMA MIA. BRAVO, BELLE MENTALITÉ!

En février prochain, les citoyennes et citoyens suisses sont appelés à voter sur l'initiative portée par la f(r)ange conservatrice de l'UDC et du PDC: «L'avortement est une affaire privée». Nous ne sommes pas tant inquiètes quant au résultat de ce vote, les partisans de cette ignominie étant très isolés. En revanche, nous sommes soucieuses et en colère qu'il soit possible de revenir avec autant de culot sur un acquis social obtenu au terme d'une lutte qui a duré plus de 30 ans.

Faire croire que cette initiative porte sur les coûts de la santé est un mensonge. Elle attaque par un biais détourné le droit d'avorter en Suisse, et remet au goût du jour les luttes des femmes dans les années 70. Cette initiative est l'illustration de la persistance d'une société patriarcale et conservatrice contre laquelle elles se battaient. Contre laquelle nous nous battons le temps qu'il faudra. L'avortement n'est pas une affaire privée, c'est un

composant d'une lutte contre une société qui se permet de dicter aux femmes ce qu'elles doivent faire de leur corps.

Notre utérus n'est pas un enjeu démocratique! Quoique... Comment ne pas se laisser convaincre par la puissance et la finesse des arguments des initiants. Car «avoir un bébé aide à résoudre des problèmes», et on en a plein. Puisqu'«un bébé augmente l'estime de soi-même»,

et qu'on en a bien besoin. Et finalement, «Dieu veut que les bébés vivent» — ALLELUÏA!

Tant que, pour une femme, le fait de ne pas vouloir d'enfant sera inacceptable ou même surprenant aux yeux de certains, nous considérerons que la bataille n'est pas gagnée. En attendant, nous allons répéter, jusqu'à plus souffler: Qu'au même titre que tomber enceinte, avorter n'est pas une maladie. Qu'au même titre que d'avoir un enfant, l'avortement doit être un choix. Que pour que ce choix soit libre, il faut que les contraintes physiques, psychologiques ou pécuniaires - auxquelles doivent faire face les femmes en situation de grossesse non désirée - soient combattues.

Pour que l'avortement soit libre et gratuit pour toutes, alors continuons à chier sur la bande de chrétiens-radins. Continuons à penser que le Statu Quo est un minimum. Surtout, continuons à attaquer le sexisme sous toutes ses formes.



**Contre les conneries sexistes et le patriarcat, mais aussi pour vaincre la morosité. Voici quelques slogans à crier, à chanter et à écrire où bon vous semblera.**

**TRICOTE TA CAPOTE!**

**UN ENFANT...  
SI JE VEUX, QUAND JE VEUX!**

**NOTRE UTÉRUS N'EST PAS UN ENJEU DÉMOCRATIQUE.**

**J'AI AVORTÉ ET JE VAIS BIEN, MERCI!**

**A QUAND LE RETOUR DE L'AIGUILLE À TRICOTER!**

**POURQUOI S'INQUIÉTER, Y A DES BOÎTES À BÉBÉ.**

**POUR UN AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT POUR TOUTES!**

**LES ENFANTS, C'EST TROP CHER.  
L'AVORTEMENT AUSSI. VIVE LE MICROCRÉDIT!**

## L'ARGUMENT QUI TUE

Au problème chrétien de savoir si un avortement tue un enfant ou supprime un fœtus, le site de Mamma a une réponse infaillible:

«L'enfant reçoit son âme dès l'instant de la conception (animation immédiate). Pie IX s'appuya sur ce que Paul Zachias, médecin personnel du Pape Innocent X, disait en 1661 déjà, à savoir que l'âme douée de raison (anima rationalis) est infusée à l'être humain à l'instant même de la conception; sinon, en effet, la fête de l'Immaculée Conception de Marie ne célébrerait qu'une matière dépourvue de raison, ce qui serait alors 'inadéquat' pour la Très-Sainte Vierge». Merci l'Histoire.

# « ÉDUIQUER C'EST SURTOUT PUNIR. »

L'utilisation de la « clause péril » par le Service de protection des mineurs (SPMi) est une belle illustration de cet adage. « La clause péril » est une mesure d'urgence. Elle donne plein pouvoir au SPMi et lui permet de retirer provisoirement un enfant à ses parents pour le placer en foyer, sans enquête préalable sur sa situation familiale. La dénonciation est la

première étape. Le plus souvent, le rôle de délateur est tenu par d'autres autorités telles que l'école, les hôpitaux ou autres garants et guides suprêmes du bien-être

des enfants. Ensuite, la direction du SPMi décide de l'enlèvement de l'enfant. À leur domicile, à l'école, le plus souvent accompagné des flics, les gosses sont emmenés et placés en foyer d'urgence, selon les places, ou en foyer d'accueil. Commence alors l'enquête menée par des assistants sociaux. Celle-ci se résume à rencontrer les personnes délatrices ou dénoncées et à confronter leurs dires. En parallèle, le

**La "clause péril" n'échappe évidemment pas à la machine à éduquer et à affirmer les contours du normal.**

SPMi doit soumettre l'enquête au tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant qui statuera sur l'expertise des assistants sociaux. Au vu de la violence de cette mesure, on aurait pu penser qu'elle serait utilisée en dernier recours, au terme d'une longue période d'assistance. Il s'avère pourtant qu'elle est aussi engagée pendant les phases d'évaluation, lorsque

les assistants sociaux estiment que le rapport à la famille est trop compliqué ou « insatisfaisant ». Cette mesure est brutale et laisse enfants et parents dans le doute et la souffrance. Elle

est utilisée comme menace, afin que les parents sachent très vite qu'assister, c'est souvent punir.

Le péril c'est quoi?

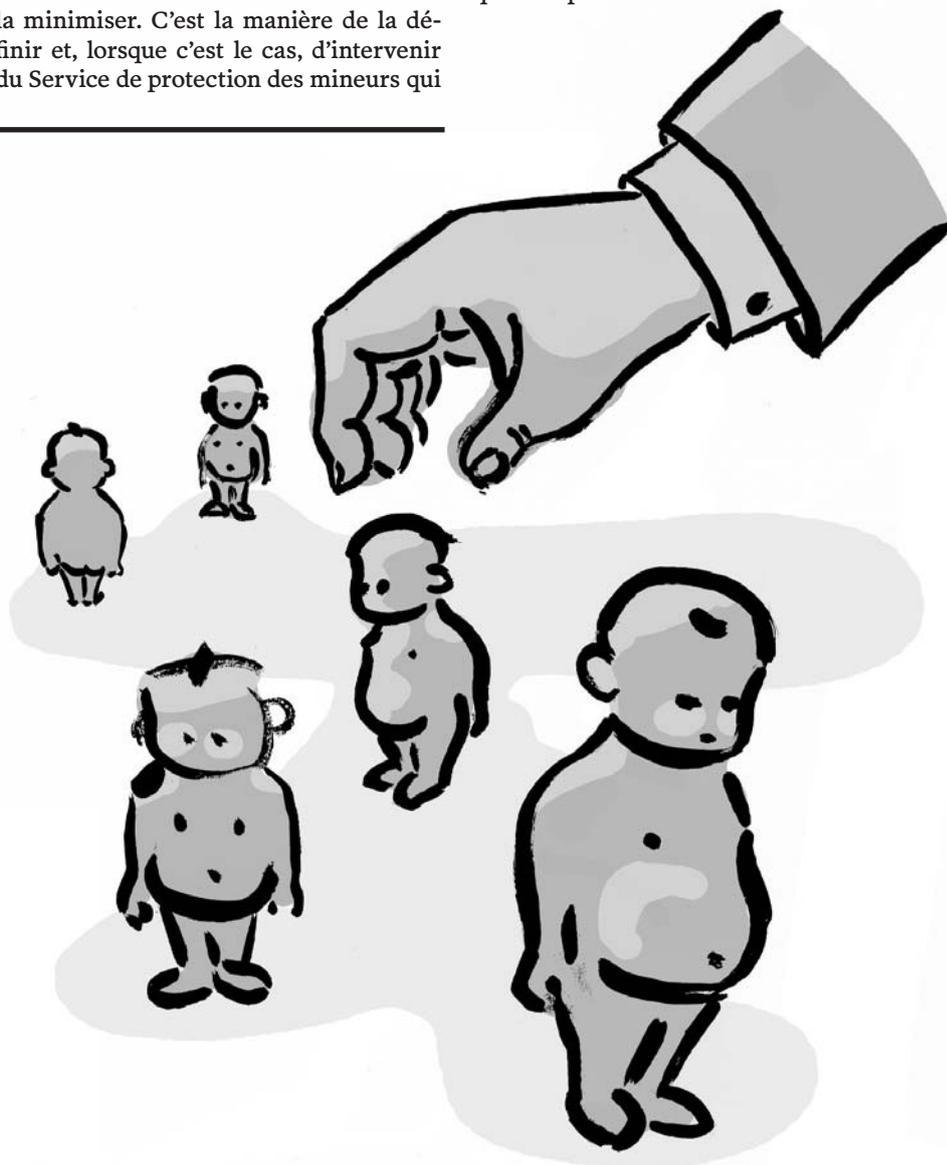
La maltraitance, de qui que ce soit, est un acte ignoble qui laisse bien des séquelles. Loin de nous l'envie de la banaliser ou de la minimiser. C'est la manière de la définir et, lorsque c'est le cas, d'intervenir du Service de protection des mineurs qui

laisse un goût amer. Car, si nombreuses sont les personnes qui dénoncent les parents qui traitent mal leur enfant, rares sont celles qui parlent des mauvais traitements que l'État, par le biais de ses services, fait subir aux familles qui ne correspondent pas à l'idée qu'il se fait d'un foyer sécurisant. On parle rarement de la dureté que représente la vie en foyer, ou d'avoir en tête que ses parents sont d'horribles personnages aux yeux de la société. Personne ne sera surpris, les familles « prises en charge » ne sont pas les ménages nucléaires où papa travaille, maman aussi, mais un peu moins car elle doit bien s'occuper de Martine et Gaston. La clause péril n'échappe évidemment pas à la machine à éduquer et à affirmer les contours du normal. Elle ajoute seulement un peu d'arbitraire et de pouvoir au sein du SPMi, en laissant aux assistants sociaux, la charge de définir seuls ce qu'est le péril.

## LES ROMS, LA POPULATION CIBLE!

En 2010, Charles Beer se prend pour le sauveur des enfances douloureuses. Pour ne pas perdre sa cote de popularité, il s'attaque à la problématique des Roms. L'hiver arrivant, la mendicité et spécialement celle exercée par les Roms est un sujet que tout bon politicien genevois se doit d'aborder. Charlie, alors en charge du Département de l'instruction publique, ne déroge pas à la règle. Lui, son créneau, c'est les enfants. La main dans celle d'Isabel Rochat, responsable de la police genevoise en 2010, il veut agir. Ainsi, tout mendiant accompagné d'un mineur sera interpellé. Pour assurer la sécurité des enfants mendiants, la clause péril apparaît alors comme une solution idéale. Pas besoin d'une enquête quelconque sur les conditions de vie de l'enfant, il suffit de l'invoquer pour retirer le gosse à ses parents. Ce dispositif fait d'une pierre deux coups. En effet, grâce à Charlie, on montre du doigt les mendiants, et on rassure les chrétiens-crétiens: les enfants mendiants passeront l'hiver au chaud dans les merveilleux foyers d'accueil de la Ville de Genève.

Trois ans plus tard, l'hiver est toujours le même. Et les enfants roms se sont évadés depuis bien longtemps des foyers d'accueil de l'État.



# 1:12 - LA BONNE FAUSSE IDÉE

Après six mois de campagne, l'initiative 1:12 a misérablement échoué. Les Suisses aiment définitivement la thune et les riches.

Il faut reconnaître à l'initiative des jeunes socialistes une qualité involontaire : elle a forcé les rupins à sortir à découvert. Les patrons sont montés aux barricades contre une proposition risquant d'écorner le magot capitalisé aux dépens de leurs salariés. Entendre un big boss expliquer à quel point c'est le sommet de l'équité d'avoir un salaire 60 fois supérieur à la personne qui nettoie les chiottes de son bureau nous a fait sourire jaune. La surenchère des scénarios apocalyptico-bolchévisants qu'aurait entraîné l'acceptation de l'initiative a été assez amusante. Bref, le mérite de l'initiative 1:12 a été de rendre visible une certaine ligne de front: entre ceux qui perdent leur vie à la gagner et ceux qui la gagnent sur leur dos.

Venons-en au contenu de l'initiative de nos petits politiciens en herbe. Survolons l'aberration de demander que

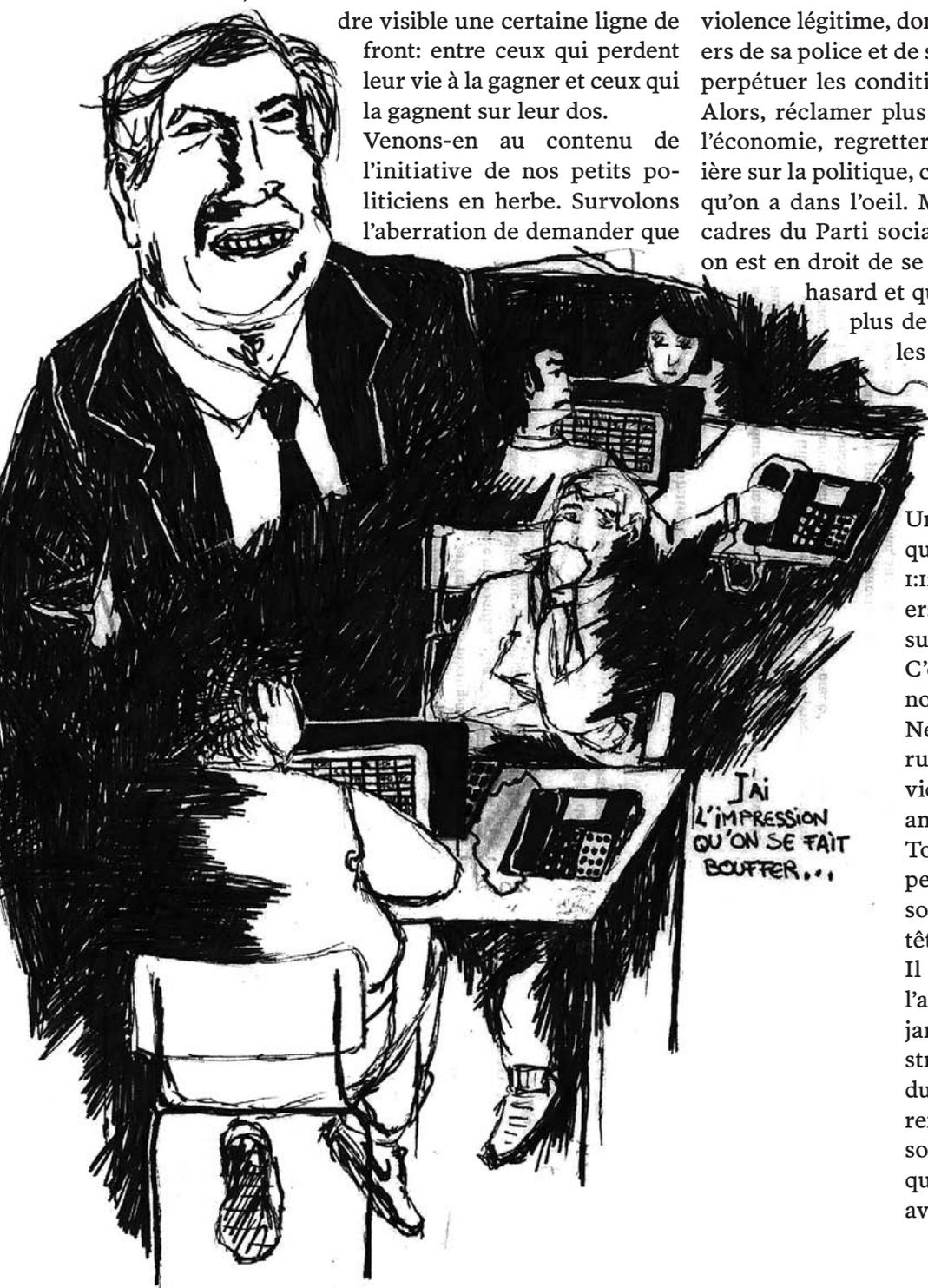
l'on reconnaisse le droit aux patrons d'être payés 12 fois plus qu'un travailleur. Arrêtons-nous plutôt sur une constante de toute initiative de la gauche suisse qui s'attaque à la question du salaire et du revenu. Dans les interventions pour un salaire minimum, un revenu garanti, 1:12 et autres, elle essaye de tirer la manche à papa-État pour améliorer les conditions financières des travailleurs. Bienveillant, il serait le remède aux excès du capitalisme mondialisé et à la « dérive néo-libérale ».

Et c'est là que la gauche institutionnelle se leurre. Surtout ne jamais avouer quel est le rôle de l'État aujourd'hui. L'État n'est pas en perte de vitesse face au capital mondialisé, il est au cœur des évolutions du capitalisme. Plus on pleurniche pour la carotte, plus on recevra le bâton. Ce qu'on appelle le monopole de la violence légitime, dont il est le seul dépositaire au travers de sa police et de son armée, n'a pour seul but que de perpétuer les conditions d'exploitation du capitalisme. Alors, réclamer plus d'interventionnisme étatique dans l'économie, regretter la prédominance de cette dernière sur la politique, c'est continuer d'enfoncer la poutre qu'on a dans l'oeil. Mais quand on voit que même les cadres du Parti socialiste se sont opposés à l'initiative, on est en droit de se dire que la poutre n'est pas là par hasard et que nos gros bureaucrates qui n'ont plus de socialiste que le nom ne sont pas les derniers à en profiter.

## LE MODÈLE SUISSE

Un des arguments les plus remarquables des opposants hystériques à 1:12 affirmait que surpayer les managers fait partie intégrante du modèle suisse, de ses valeurs et de sa réussite. C'est entendu : si tout va si bien dans notre beau pays, pourquoi changer ? Ne touchez surtout à rien ! Palais en ruine, scènes d'émeute, portefeuilles vides, une mémé devenue mendicante, jeunes regardant dans le vide... Toutes sortes d'images qui nous ont permis de visualiser l'apocalypse socialiste qui allait s'abattre sur nos têtes si l'initiative passait.

Il est marrant de remarquer que l'argument du modèle suisse n'est jamais invoqué par ces mêmes sinistres personnages quand il s'agit de durcissement du droit d'asile ou de rendre plus difficile l'accès à l'aide sociale. Le modèle suisse, ça va tant qu'il est dur avec les faibles et tendre avec les forts. Sinon, à la poubelle!



J'ai  
L'IMPRESSION  
QU'ON SE FAIT  
BOUFFER...

# UNE GRÈVE GÉNÉRALE, DES PIERRES ET DES FUSILS

Le 27 juin 1898, 1'000 menuisiers et charpentiers se mettent en grève à Genève pour revendiquer une augmentation salariale. Dans son édition du 2 juillet, le Peuple de Genève, journal du Parti ouvrier socialiste et de la Fédération ouvrière annonce la couleur: « Aux provocations des employeurs le prolétariat répond par les balles de cuivre ».

## Une première en Suisse

Des patrouilles de grévistes sont organisées chaque matin pour aller débaucher ceux qui travaillent encore, et, à 9 heures, l'assemblée journalière réunit à chaque fois plus de 600 grévistes. Le samedi 16 juillet, au bâtiment électoral - où se trouve maintenant Uni-Dufour, l'assemblée populaire de la Fédération ouvrière et du bâtiment rassemble 4000 personnes. Plus de dix corps de métiers confirment leur participation à une grève générale du bâtiment annoncée pour le lundi suivant. C'est la première fois en Suisse que des ouvriers se mettent en grève, non pas pour améliorer leurs propres conditions de travail, mais pour soutenir les revendications d'un autre corps de métier.

## Caillassage et revolver

Le lundi 18 juillet à 8 heures, un gros cortège se met en branle à Plainpalais. Il arpenté la ville durant plusieurs heures. Débauchant

des ouvriers qui travaillent en leur arrachant leurs outils des mains, caillassant les gendarmes qui protègent les chantiers et renversant des chars qui transportent du matériel. Vers 11 heures, à la Rue du Temple, lors d'une charge policière « revolver au poing », qui permet l'arrestation de deux « anarchistes », une dizaine de gendarmes sont blessés, dont un grièvement.

Mardi après-midi vers 16 heures, alors que la police tente de disperser les manifestants, un coup de feu part du rang des grévistes et vient se loger dans le fourreau du sabre d'un gendarme. Le tireur se fait arrêter dans la foulée et sera jugé quelques mois plus tard. Ce jour-là, la police procède à plusieurs arrestations de grévistes à leur domicile. C'est ainsi que dans la nuit de mardi à mercredi, dans le quartier des Grottes, lorsque les gendarmes forcent la porte de l'appartement d'un gréviste, ce dernier tire cinq balles

mais manque ses cibles. Il est ensuite tabassé et emmené au poste.

## Puis l'armée

Mercredi matin, le Conseil d'État, avec l'accord de Charles Thiébaud, premier élu socialiste à l'exécutif genevois, fait appel à l'armée pour rétablir l'ordre. Un bataillon de 715 militaires est déployé sur la ville alors

que 500 autres rentrent en caserne. Quelques incidents auront encore lieu mais cette démonstration de force aura découragé la plupart des grévistes. Au final, les employeurs acceptent une légère augmentation quelque peu décevante pour la Fédération ouvrière du bois et du bâtiment qui est tout de même fière d'avoir su organiser une grève d'une telle ampleur.



## L'ARISTOCRATIE CROISE L'ANARCHIE À GENÈVE

Le 10 septembre 1898, Luigi Luccheni, un manoeuvre italien qui travaille sur des chantiers lausannois assassine l'Impératrice Sissi sur le quai du Mont-Blanc à Genève. Il est arrêté quelques instants plus tard à la rue des Alpes et emmené au commissariat du Bourg-de-Four. Lors de son interrogatoire, l'ouvrier affirme être anarchiste et se réjouit à l'annonce de la mort de sa victime, incarnation de l'aristocratie. Personne ne prendra sa défense publiquement mais il recevra de nombreuses lettres de soutien venant de toute l'Europe. Dans la presse bourgeoise, on dira qu'il

est un « fou sanguinaire », on reprendra les thèses du tristement célèbre criminologue Lombroso pour affirmer que l'origine de sa délinquance est génétique et on regrettera que la peine de mort soit abolie à Genève.

### Qui sont ceux qui subissent ?

Ce sont des ouvriers comme Luccheni qui ont construit Genève, se tuant parfois à la tâche pour des salaires de misère pendant que l'aristocratie des quatre coins du globe se trémoussait dans les hôtels du bord du lac. C'est face à cette violence institutionnalisée que les grévistes

du mois de juillet 1898 se sont organisés. L'arrogance avec laquelle la bourgeoisie dans son ensemble a réagi à la grève démontre le climat de guerre sociale qui régnait à cette époque. L'acte de Luccheni doit être placé dans ce contexte pour être compris. Pendant qu'en 1998 on érigeait une statue de Sissi l'aristocrate, la tête de Luccheni l'ouvrier macérait encore dans un bocal rempli de formol, à la disposition des criminologues, derniers rouages de la machine qui a tout fait pour dépolitiser complètement l'acte de l'anarchiste italien.

## ÉGAIE LA UNE D'ESQUIVE

DÉCOUPE TA PERSONNALITÉ PRÉFÉRÉE ET COLLE-LA SUR LA BELLE BROCHETTE DE LUIGI LUCCHENI.



## 7 DIFFÉRENCES SE SONT CACHÉES DANS CES IMAGES EN MIROIR.

SAURAS-TU LES RETROUVER?



RÉPONSE: Ah bon? Toi non plus tu ne les vois pas!

## Lecteur régulier?



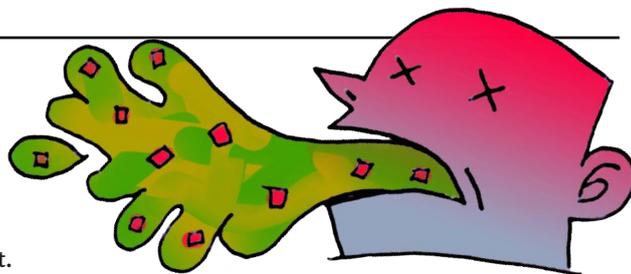
Si tu envoies ton adresse et le nombre d'exemplaires que tu veux à [esquive@riseup.net](mailto:esquive@riseup.net), je t'amènerai les prochains numéros d'ESQUIVE directement chez toi.



## Quelle ordure a dit quoi?

Relie les citations à leurs auteurs.

- «Nous n'aurions pas les moyens de payer ce poste autrement. L'acharnement sur ce dispositif est à vous dégoûter de faire du social!»
- «En tant que responsable d'engagement de personnel, jamais je n'engagerais une personne qui aurait à son actif 50 jours de grève! »
- «Qui fera donc comprendre aux grévistes, qu'ils tuent la poule aux oeufs d'or qui les nourrit chaque jour, pour satisfaire l'ambition de quelques meneurs, qui les lâcheront le cas échéant. »
- «On n'aime pas être traité de négriers alors qu'on rame pour sortir des gens de leurs grandes difficultés. »
- «Le partenariat avec Partage nous coûte plus cher que si nous assurions des activités traditionnelles de voirie (passage du camion deux fois par semaine). C'est donc bien qu'il ne s'agit aucunement de sous-traitance à bas prix. »



- Le Journal de Genève, juillet 1898.
- Guy Mettan (ex-boss de la Tribune de Genève et directeur du Club suisse de la presse)
- Nicolas Walder (maire écologiste de Carouge)
- Rémy Burri (conseiller municipal PLR, ressources humaines TPG):
- Vincent Gall (boss de Partage, mec de Pürro) (Le Courrier, 27 août)

**Solution:**

1 B 2 D 3 A 4 E 5 C

Écris-nous: [esquive@riseup.net](mailto:esquive@riseup.net)  
ou visite notre blog: [esquive.noblogs.org](http://esquive.noblogs.org)